

Contre l'occupation Pour l'unité allemande

LA VÉRITÉ

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

REDACTION - ADMINISTRATION 46, rue de l'Arbre-Sec, Paris (11e) - Tél.: CEN. 68-96

C.C.P. Sté de Presse, d'Édition et de Librairie 603.201 Paris ABONNEMENTS: 1 AN: 400 FR. - 6 MOIS: 200 FR.

LES PROLÉTAIRES DE BERLIN SE LEVENT

Salut aux travailleurs de Berlin-Est et de toute l'Allemagne orientale, qui viennent d'écrire une nouvelle page glorieuse dans l'histoire du prolétariat international!

Silence aux chiens sanglants de la bourgeoisie, aux impérialistes français, américains, anglais. L'histoire de leur régime n'est que boue, sang et misère de la Commune de Paris à l'assassinat des Rosenberg.

Qu'ils se taisent, ceux qui par deux fois en vingt-cinq ans ont déclenché la guerre impérialiste pour défendre leurs profits. Qu'ils se taisent, ceux qui depuis huit ans font la guerre au Vietnam, ceux qui en un jour assassinèrent 45.000 Algériens, ceux qui en trois jours assassinèrent 100.000 Malgaches, les bourreaux de Ferhat Hached, les réisseurs du Cap Bon, les hommes de la guerre atomique, les incendiaires de Corée, les chevaliers du Napalm et de la chaise électrique. Les travailleurs de Berlin se sont dressés contre l'oppression et la misère, c'est-à-dire contre vous et votre régime. Vos larmes de crocodiles sur le sort de l'Allemagne orientale ne tromperont personne.

Quant aux vœux de plume de « l'Humanité » et de « Libération » en assimilant tout un prolétariat dressé pour le pain et la liberté à des « provocateurs fascistes », ils ont montré, au grand jour, leur plate subordination aux bureaucrates du Kremlin et leur mépris de la classe ouvrière.

TRAVAILLEURS FRANÇAIS, VOICI COMMENT ET POURQUOI LES TRAVAILLEURS D'ALLEMAGNE ORIENTALE COMBATTENT:

Voici les faits

Le 16 juin, les gens du bâtiment de Berlin débrayaient en masse pour protester contre l'augmentation des normes de travail de 10 %, sans augmentation de salaire. Les cheminots, les métallurgistes se joignirent au mouvement; bientôt la grève fut générale. Les grévistes se répandirent dans les rues de la ville, aux cris de: « Nous en avons assez! Nous ne pouvons plus vivre ainsi! Nous voulons du pain et la liberté! Vive la grève générale! ». Par centaines de milliers, affluant de 30 et 40 kilomètres à la ronde, ils marchèrent sur le siège du gouvernement Grotewohl pour exiger sa démission. Le 17 et le 18 juin, les manifestations ouvrières s'étendaient à toute l'Allemagne. En maints endroits, la police populaire fraternisa avec les travailleurs. Le gouvernement stalinien de Grotewohl-Ubricht — ce même gouvernement qui, pour satisfaire les exigences de la politique internationale du Kremlin, venait de tendre la main à l'évêque Dibellus — préconiser le développement de la petite et moyenne industrie capitaliste et la liberté du commerce, de prôner les vertus de la libre concurrence, de promettre des avantages aux

payans riches, ce même gouvernement qui venait d'annuler en masse les mercantis et les traifiants — ce gouvernement aux abois, tout prêt d'être emporté par les travailleurs insurgés, s'abîma derrière les troupes d'occupation russes. Celles-ci intervinrent avec leurs tanks et leurs mitrailleuses contre les manifestants qui scandaient: « Qui sommes-nous! Nous sommes les travailleurs de Berlin! Ils ne nous feront rien, nous sommes des ouvriers! ». Plusieurs dizaines furent tués, plusieurs centaines blessés. A Magdebourg, où 10.000 métallurgistes des usines Thaelmann s'étaient emparés de la préfecture et de la prison et avaient libéré les détenus politiques, vingt d'entre eux furent tués. Des événements de ce genre se déroulèrent à Weimar, Chemnitz, Hall, Dresde, Leipzig, Erfurt, et dans les mines d'uranium de Saxe. A Berlin, l'ouvrier électicien en chômage Willy Götting, fut fusillé pour l'exemple. Le vice-président du gouvernement, Nuschke, déclara: « Les Russes ont raison d'employer les tanks, car c'est leur devoir en tant que puissance d'occupation de rétablir l'ordre ».

Où sont les complices de l'impérialisme ?

Travailleurs! Vous ne vous laisserez pas duper par les émissaires qui prétendent vous faire croire que les travailleurs allemands, lorsqu'ils luttent pour leurs conditions d'existence, pour leurs libertés, pour l'unité de leur pays, sont des provocateurs fascistes! Certes, l'impérialisme américain, qui vient de défer l'opinion publique mondiale en assassinant les Rosenberg, cherche, dans sa rage contre-révolutionnaire, à exploiter la situation.

Mais qui donc fait le jeu de l'impérialisme — qui donc compromet la défense de l'Union soviétique — sinon les bureaucrates du Kremlin qui ont consacré à Potsdam, la division de l'Allemagne entre les quatre Grands? Qui, de concert avec les impérialistes occidentaux, ont imposé au peuple allemand, les démantèlements d'usines et d'écrasantes réparations? Qui fait le jeu de l'impérialisme, sinon ceux qui instaurent en Europe orientale d'étouffants régimes policiers, provoquent l'indignation des masses ouvrières?

Ne les reconnaissez-vous pas, ces dirigeants staliniens qui ont écrit aujourd'hui: « Il ne faut pas que les travailleurs allemands soient tombés dans le piège des machinations des provocateurs de Berlin-Ouest, que les ouvriers de Berlin n'aient pas réussi à empêcher que leur ville soit souillée par eux » (Neues Deutschland, 18 juin). Ne les reconnaissez-vous pas? N'est-ce pas les mêmes qui vous disaient, il n'y a pas si longtemps: « La grève est l'arme des truists », ou encore « Seuls les fascistes veulent la grève générale ». N'est-ce pas eux qui préchent aujourd'hui le « Front national uni », avec les bourgeois « patriotes »? Ne sont-ils pas toujours prêts, aujourd'hui comme hier, en Allemagne comme en France, à sacrifier les travailleurs aux combinaisons diplomatiques du Kremlin?

LE PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (Section française de la Quatrième Internationale)

Le 22 juin 1953

(Suite page 4.)

Les ROSENBERG crient: VENGEANCE!

EN assassinant les Rosenberg, Eisenhower a délibérément lancé un défi à l'opinion publique mondiale. Au moment même où Syngman Rhee s'efforce, avec la complicité manifeste d'une fraction importante des dirigeants politiques et militaires américains, de saboter l'armistice en Corée, Eisenhower a manifesté ainsi la volonté de la bourgeoisie américaine d'imposer quand et comme elle le voudra une politique de guerre, sans avoir égard à rien, qu'à ses intérêts. Elle a marqué plus encore, comme l'a souligné M. Bloch, l'avocat des Ro-

senberg, sa volonté de briser par la terreur toute résistance des travailleurs ou des libéraux américains, en accélérant sa marche à la dictature militaire. Par leur attitude lâche et méprisable, les dirigeants des syndicats américains en collaborant avec

le F.B.I. dans la « chasse aux sorcières » contre les travailleurs d'avant-garde, en donnant leur approbation aux crimes d'Eisenhower, préparent leur propre perte. Précisément au moment où la bourgeoisie américaine pèse l'éventualité d'un compromis partiel et momentané avec le Kremlin, pour exploiter la crise interne de l'U.R.S.S. et de l'Europe orientale, en extorquant des concessions à Moscou, elle doit d'autant plus réprimer par la terreur toute opposition aux U.S.A. Le pieux Eisenhower, après avoir



Le mode de vie américain

senberg, sa volonté de briser par la terreur toute résistance des travailleurs ou des libéraux américains, en accélérant sa marche à la dictature militaire. Par leur attitude lâche et méprisable, les dirigeants des syndicats américains en collaborant avec

lancé, d'une main sûre, le courant dans la chaise électrique, ouvrit, comme tous les matins, son Conseil de cabinet par une petite prière. Le pieux Pie XII, lui, fit connaître *ubi et ubi* sa réprobation du crime Croit-il donc faire ainsi oublier que l'Eglise catholique est l'aile marchante de la réaction aux Etats-Unis, que le sénateur Mac Carthy, notamment, n'est qu'une de ses créatures? Croit-il faire oublier qu'il couvre les crimes sans nombre de Franco? Qu'il vient de faire cardinal Stepinac, l'archevêque de Zagreb, l'ami des Oustachis, collectionneurs d'yeux humains? Et la presse bourgeoise française unanime dans sa réprobation hautement « morale », espère-t-elle faire oublier les charniers de Madagascar, du Vietnam, de Casablanca? En réalité, ces Messieurs, contraints de céder devant l'ampleur de l'indignation populaire, espèrent ainsi faire croire à leur « indépendance » de l'impérialisme américain, et pouvoir ainsi d'autant mieux soutenir sa politique discréditée dans les questions essentielles. Ils s'emploieront maintenant à faire oublier l'affaire Rosenberg. Nous ne devons pas le leur permettre. Une Commission d'enquête internationale doit se constituer pour la révision du procès Rosenberg. Les organisations ouvrières doivent y participer activement. Les sanglant Eisenhower que les soldats américains, durant la guerre appelaient le « pendeur » pour sa promptitude à réprimer les mouvements de soldats, doit payer.

« La Vérité ».

ATTENTION!

Comme chaque année, « LA VÉRITÉ » interromp sa publication pour la période des vacances, et donne rendez-vous à ses lecteurs le 18 SEPTEMBRE, date à laquelle ils trouveront « LA VÉRITÉ » n° 318 chez leur marchand habituel ou (mieux) la recevront s'ils sont abonnés. Toutefois, durant cette période, le Comité de rédaction de « LA VÉRITÉ » publiera un bulletin d'informations destiné à ses seuls abonnés, qui le recevront gratuitement. Les lecteurs non-abonnés ont la faculté de se le procurer en souscrivant notre abonnement-vacances (contre 60 fr. en timbres-poste).

Au CC des 16 et 17 Juin, DUCLOS définit UNE POLITIQUE ELASTIQUE

« TOUT en sachant bien qu'il ne peut être question d'une simple répétition du passé, la classe ouvrière pense aux événements de novembre 1934, 1935 et 1936 », déclare la résolution issue du Comité Central du P.C.F. qui s'est tenu à Issy-les-Moulineaux, les 16 et 17 juin. Rien de plus vrai. Tous les militants du P.C.F., tous les militants du P.S., toute la classe ouvrière, ont « la nostalgie » d'une politique qui aboutirait à un nouveau juin 36. Mais aussi à un juin 36 qui ne soit pas « une simple répétition du passé ». C'est-à-dire, qui ne dégénère pas; qui n'aboutisse pas à un nouveau novembre 35; qui ne soit pas un gouvernement de décrets-lois, à un Reynaud déclarant cyniquement « finie la semaine des deux dimanches », à la guerre et à ses conséquences et à un nouveau Pétain.

REPETER « 36 », OU REPETER « 39 » ?

Aussi les travailleurs, et particulièrement les militants du P.C.F., ne peuvent-ils être que profondément troublés lorsque, attentifs aux travaux de ce Comité Central du P.C.F., ils lisent dans le rapport de J. Duclos que: « Le Parti communiste n'est ni stérile ni dégâtif. Il ne perd jamais de vue ce qui dans une situation donnée constitue le problème essentiel. C'est ainsi qu'en janvier 1939, à la Conférence nationale du Parti notre secrétaire général s'adressant au Président du Conseil Daladier, déclarait: « Beaucoup de questions nous divisent, nous n'avons pas approuvé votre politique de Munich, nous n'approuvons pas les décrets-lois de votre ministre des Finances, M. Paul Reynaud. Nous n'approuvons pas les atteintes portées aux lois sociales par votre ministre du Travail et par votre ministre des Travaux publics. Nous n'approuvons pas votre répression contre les militants de la classe ouvrière. Mais nous vous disons: la question décisive est ce moment pour la France, c'est de sauver l'Espagne. Ouvrez la frontière. Aidez l'Espagne! »

Nos réserves demeurent sur votre politique générale (sic). Mais si vous ouvrez la frontière, nous sommes prêts à vous soutenir. Nous discutons de nos divergences après évènements.

Et pourquoi ce commentaire et cette longue citation? Pour expliquer que si Mendès-France avait donné « une réponse positive et concrète... » à la fin de la guerre du Vietnam, notre Parti n'aurait pas manqué d'en tenir compte.

Stéphane JUST.

(Suite page 4.)

FRONT UNIQUE DE PARTI A PARTI

Après le refus d'investiture à P. Reynaud, Mendès-France, Bidault et André Marie, Pinay à son tour a échoué. M. Pinay, l'homme de la répression anti-ouvrière et de la défense des coffres-forts, l'homme des masses de Tunisie, de la guerre d'Indochine et du Pacte Atlantique n'a pu demander l'investiture d'une Assemblée déchirée sur toutes ces questions?

En haut, dans les rangs de la bourgeoisie répugnante, c'est la confusion, l'effarement devant les « choix », la paralysie.

En bas, dans les masses laborieuses qui paient les gigantesques charges militaires et subissent un régime policier de plus en plus oppressif, un espoir est né, d'en sortir par la réalisation du Front unique.

Mais l'espoir ne suffit pas à parer les coups redoublés que la bourgeoisie porte aux travailleurs, pour tenter de sauver son régime. Nous venons de le

FAYRE-BLEIBREU.

(Suite page 2.)

Le « Jury d'honneur RENARD » a tranché

La demande de Daniel Renard, les organisations suivantes: syndicat Renault F.O., section syndicale Renault C.F.T.C., section Renault du M.I.L.D., S.N.I., et S.E.R.P. (syndics Boulogne-Billancourt), réunies les 25 janvier, 8 et 15 février, 29 mars 1953, constituées en jury d'honneur, ont pris connaissance des accusations lancées dans la presse: « l'Humanité » des 2, 4, 6, 10 décembre 1952, « l'Acier », du 26 février 1953 et « V.O. », du 19 février 1952, ainsi que dans les différents tracts anonymes diffusés par les H.L.M. du 14<sup>e</sup> arrondissement contre Daniel Renard, courrier métallurgiste à la R.N.U.R.

Dans un but d'objectivité et d'information, le Comité a fait appel à toute personne et organisation susceptibles d'apporter des éléments d'information ou des témoignages sur l'activité passée ou présente de Daniel Renard.

Il a demandé le 25 janvier 1953 et le 5 février 1953, au syndicat C.G.T. Renault de participer aux travaux du jury d'honneur.

La carence des représentants C.G.T. qui n'ont pas cru devoir répondre à l'invitation du Comité, mais qui ont repris dans le « Métallo » de chez Renault », « V.O. », du 19 février 1953 et dans les mêmes termes, les différentes accusations déjà lancées sans y apporter aucun fait nouveau.

Le jury ne tient pas à apporter des appréciations sur la politique passée ou présente du P.C.I., mais des accusations d'une telle gravité portées contre un ouvrier, dépassent le caractère d'une lutte politique, et intéressent l'ensemble de la classe ouvrière.

Le jury, après avoir examiné les documents, a relevé cinq accusations qui tendent à montrer Renard comme un agent provocateur, un traître du patronat et de la police.

- 1. - Exclusion du Comité Central de grève (octobre 1947);
2. - Mutation dans les différents départements de l'usine Renault;
3. - Provocation ayant eu pour conséquence de faire chasser deux délégués de l'usine: Piquapet et Charrière;
4. - Opposition des travailleurs de l'A.O.C. à la venue de Renard;

Le jury conclut que pendant la grève de février-mars 1950, Renard a été un agent provocateur et policier au service du patronat; et que Renard a répondu à toutes les questions posées. Des ouvriers de la R.N.U.R., témoinant spontanément à l'appel du jury, ont venus apporter des précisions sur le rôle et l'activité de Renard depuis 1947.

En conclusion, sur la vu et l'étude des documents en sa possession, et qu'il tient à la disposition de toute personne intéressée, le jury:

- précise qu'aucune période incriminée de la vie syndicale de Renard ne témoigne d'une activité provocatrice et policière au service du patronat;
- constate que sur toutes les accusations formulées contre Renard, y compris celle de fraternisation avec les nazis, aucune preuve n'a été apportée. Ces accusations relèvent de la calomnie et de l'injustice.
- regrette que des responsables syndicaux puissent porter d'aussi graves accusations, tout en se refusant de fournir des preuves;
- estime qu'un militant ouvrier calomnié est justifiable du mouvement ouvrier tout entier, et non de sa seule organisation;
- déclare que de tels procédés sont préjudiciables à l'intérêt de l'ensemble de la classe ouvrière; et de son unité.

Ont signé: Blanc (F.O.R.N.U.R.); Lucante (C.F.T.C.); Aulong (S.E.R.P.); Guettaffi (M.T.I.D.); Kalsoudji (S.N.I.).

Le 13 Juin, le M. T. L. D. a organisé Une journée contre la répression

Le 13 juin, s'est tenue à Paris une assemblée pour le retour en Algérie de Messali Hadj et la libération des prisonniers politiques...

Le souci de l'Algérie Libre est d'obtenir, malgré les résistances et les griefs du patronat la lutte des travailleurs vers des revendications profitables à tous...

Les dirigeants C.G.T. dénoncent dans l'Algérie Libre l'ont été pour des actes caractéristiques, soit par le racisme, soit par un sectarisme borné.

Notre but est de défendre et d'éclairer les travailleurs et aussi de faire échouer à ceux qui ont été à l'origine de ces revendications stériles.

« L'Algérie Libre » ne fera pas à sa mission.

M. Ruiz a dit que « sous prétexte d'apollinisme des militants connus pour leur appartenance au M.T.L.D. (de chômeurs) et prétendant vouloir organiser le « sans travail » sans liaison avec le mouvement syndical C.G.T. ».

À notre connaissance, il n'y a que deux centres où la C.G.T. s'est occupée des chômeurs à Blida et Alger ; à l'occasion d'une assemblée tenue à Blida, des communistes non-chômeurs ont tenté de faire adopter des résolutions...

M. Ruiz voit la main du M.T.L.D. dans tout ce qui contrecarre l'utilisation des syndicats par le Parti communiste. Les réactions spontanées des travailleurs sont pour nous la preuve de leur magnificence...

LE MOUVEMENT POUR LE TRIOMPHE DES LIBERTÉS DÉMOCRATIQUES

DE LA CORÉE AUX BERMUDES

Les plumes étaient taillées pour la signature de l'armistice en Corée lorsque éclata la bombe ; les fameux prisonniers nord-coréens, ceux qui maltraités et de mois de négociations, n'étaient plus là, disparus, à libérer... c'est-à-dire, en rôles de force dans l'armée de Syngman Rhee.

Une extrémité de la chaîne des alliances américaines, le bureau du peuple coréen - partisan avoué de la guerre mondiale immédiate - donnait ainsi la preuve de son indépendance.

L'impérialisme américain se serait très bien accommodé d'une rupture des pourparlers d'armistice par le Sino-Coréen après la provocation du Syngman Rhee, rupture qui lui aurait donné tous les profits de la guerre sans lui en donner la responsabilité directe.

Mais les Sino-Coréens laissent la porte ouverte à l'armistice. Qu'à cela ne tienne ! On leur fera avant encore quelques couleuvres dans les clauses d'armistice. Et Eisenhower s'abritera derrière le paravent Syngman Rhee pour laisser en place un dispositif de guerre après l'armistice, pour saboter ensuite la future Conférence politique sur la Corée.

La position n'est malgré tout pas très confortable pour les impérialistes américains, forcés de vivre à la petite semaine, en tirant profit des insolences de leurs domestiques. Leur faux bien tenter de reprendre l'initiative diplomatique qui leur échappait.

Le Sino-Coréen ne peut pas engager avec un grand dialogue à l'échelle de deux peuples d'où tu sortiras amplement informé de la politique menée en ton nom en Algérie, et, alors, nous sommes certains, tu joindras ta voix puissante de collègue à celle du peuple algérien.

Arracher Messali des griffes impérialistes, faire cesser les poursuites engagées contre les dirigeants nationaux algériens, libérer les détenus politiques algériens, faire abroger l'odieuse loi de 1953, faire respecter les libertés démocratiques.

P. LAMBERT.

MOSCOU SOUS LÉNINE par A. ROSMER

C'EST un livre communiste (1) qui a écrit Alfred Rosmer. Il avait écrit que nous ne l'avons lu, il était si grand, si imposant, si imposant que les glissements de « Contacts », une des revues littéraires du centre « Paix et Liberté », dont le critique, qui ne trouve pas à manifester sur l'authenticité de l'auteur, regrette qu'il n'ait pas été le bon Lénine de nos jours.

Rosmer a écrit là des mémoires sans concessions à l'anecdote oratoire, un livre de grande valeur historique qui apprendra à tous. Au grand public ouvrier (dans la mesure où le livre forcera la double conspiration : du silence, côté des critiques socialistes, et de l'anticommunisme) il révélera ce que furent réellement les lendemains européens de la révolution d'Octobre ; ce que furent les canailles en héros, du public d'avant-garde qui apprenait à découvrir les faits essentiels, et en particulier aux jeunes, le livre de Rosmer restitue le poids humain réel, la proximité vivante des événements et des êtres, trop souvent déjà saisis dans l'immobilité de l'Histoire, de la théorie et des théoriciens. Sous la plume de Rosmer l'Etat et la Révolution, la Maladie infantile du communisme, Terrorisme et communisme trouvent une fraîcheur nouvelle qui aident à les mieux comprendre.

C'est pour l'intelligence du mouvement ouvrier français que nous recommandons ce livre. Il est plus utile, plus intéressant que tout ce qui a été écrit sur la révolution d'Octobre.

Le marxisme était complètement étranger au mouvement ouvrier français, socialiste compris. Le jeune Parti communiste n'était qu'un groupe de des parlementaires et journalistes social-patriotes dont Cachin est le véritable type (2) et des syndicalistes révolutionnaires sans aucune théorie, qui pouvaient donner des conseils, mais aussi des Mammousses. Leur rôle, par une génération nouvelle de communistes, sur laquelle Lénine et Trotsky, demandant du temps, elle fut faite, Lénine mort et Trotsky écarté du pouvoir, fut de réorganiser le mouvement ouvrier. Doriot-Thorez, et l'on sait ce qu'il en advint.

Dans ces trois cents pages, il n'est pas une note inutile. Beaucoup éclaireront la lutte présente : celle sur les répressions gouvernementales contre des « complots contre la sûreté de l'Etat » (qui atteignent entre autres un Souvarine pas encore devenu officier des chemises brunes) ; le bref tableau de la France de 1921 : déficit, budget militaire écrasant, arifices comptables et tentatives de « coup de main » politique ; l'antouvrière ; tout ce passé aide à comprendre le présent.

Moscou sous Lénine incitera à lire et à relire les documents et ouvrages de cette période : une des plus riches de la théorie et la pratique révolutionnaires. Il incitera aussi à lire ou relire De l'union sacrée à Zimwald dont Rosmer nous promet une

suite : De Zimwald à la Révolution russe. On ne peut pourtant conclure sans pardon, telle celle de l'ouvrage de l'ère de Rosmer préface par Canis, dans la dernière œuvre est précisément la tentative de fonder cette théorie contre-révolutionnaire que Rosmer est la conséquence logique du bolchevisme théorique dont le livre de Rosmer est une énergique et démonstrative négation.

P. GRAUME.

(1) Moscou sous Lénine, éditions Pierre Horay, 600 fr.

(2) Rosmer en trace quelques allusions sans pardon, telle celle de Cachin, versant une lettre sur son chovinisme de guerre en réponse au requêteur prononcé par Boukharine.

DE PARTI A PARTI

(Suite de la première page)

voit : bien que le gouvernement soit tombé depuis plus d'un mois, l'appareil exécutif d'Etat frappe, et frappe fort les travailleurs qui manifestent contre l'exécution des Rosenberg, la police tire et blesse le jeune ouvrier Coché.

L'espoir n'arrêtera pas les crimes d'une bourgeoisie aux abois. Il faudra des actes, il faudra que la classe ouvrière se dresse, comme en juin 36, pour un combat uni.

Mais elle ne se lèvera pas pour appliquer le programme d'un Daladier ou d'un Mendès-France. Son intervention dépend de la réalisation d'un véritable Front unique des partis ouvriers ; sa cohésion, son enthousiasme et la victoire dépendent d'un programme exprimant ses intérêts de classe.

La politique des partis ouvriers, en dépit de quelques timidités par en avant, reste le principal obstacle dans cette voie.

Le Parti socialiste, par la bouche de Daniel Mayer et de Guy Mollet, a fait quelques concessions à la volonté unitaire des masses. Il se prononce maintenant pour un Front démocratique et social, il admet un rapprochement tel front ne peut exister si on tente d'en exclure le P.C.F. et la C.G.T. Mais il ne le dit pas nettement, il se contente de parler d' « Union de tous les hommes de gauche, oubliant ce qui lui divise ».

Malheureusement, le dernier Comité central du P.C.F. n'approuve pas la politique conciliante de Front unique ni son programme de classe ou Front unique.

En effet, le Front unique ne se réalisera pas par des propositions d'unité d'action de cellule communiste à section socialiste. Le Front unique, comme tout programme de Front unique, a sa base et de la base au sommet. La volonté d'union existe à la base. Elle est insupportable, elle ne peut surmonter la paralysie, tant qu'elle ne s'appuie pas sur une perspective claire et audacieuse. Le front unique ne peut exister sans un pacte de direction à direction.

Problèmes de l'Afrique du Nord (VI) POUR UN FRONT UNI DES PARTIS NATIONALISTES

Quelques conclusions simples s'imposent à ces notes sur les problèmes politiques de l'Afrique du Nord (1). Nous avons souligné le rôle capital que pouvait jouer le M.T.L.D. dans la clarification des problèmes de la situation nord-africaine. Ce rôle de développement inégal des trois pays, en dépit de leur statut juridique différent, il apparaît, en effet, que les mouvements d'Algérie, du Maroc et de Tunisie, ne pourront efficacement progresser que si une unité d'action étroite s'établit entre eux. Elle est possible maintenant et elle le sera à l'heure du recours à l'O.N.U. et que sont dissipées les illusions prometteuses dans les deux pays de protectorat. Cette unité, toujours au plan politique, pour opposer à la politique de l'impérialisme, une parfaite unité de front. Elle est souhaitable aussi sur le plan syndical et s'il est vrai que l'idée de l'achat Hached était de réaliser une Fédération syndicale du Maghreb, on comprend mieux encore qu'il ait été, pour le colonialisme, « l'homme à abattre ».

UNE BASE D'ACCORD

Mais, dira-t-on, quelles perspectives s'ouvrent aux mouvements nationalistes, même s'ils réalisent l'unité d'action politique et s'ils forment un commun instrument syndical de lutte combat ? Quelles formes de lutte peuvent-ils employer pour arracher cette indépendance à laquelle ils aspirent ? L'impérialisme, nous l'avons dit, est hors d'état de faire des concessions durables et importantes. Aucun des trois partis ne donne à cette question, pourtant essentielle, une réponse claire. L'objectif marocain met apparemment son espoir principal dans la négociation de nouveaux accords devant mettre fin au

(1) Voir « La Vérité », numéros 312 à 316.

CAMPAGNE D'ABONNEMENTS

Les vacances ne doivent pas interrompre nos efforts. A ce jour, les résultats atteints, représentent 70 % du quota fixé. Encore un effort, et en septembre les 100 % seront atteints.

ABONNEZ-VOUS 46, rue de l'Arbre-Édition C.C.P. 816 de Presse, 2<sup>e</sup> édition et de Librairie n° 603.201 Paris

6 mois ..... 200 fr. - 1 an ..... 400 fr. - Ab. de vacances 60 fr.

LES KOLKHOZES INDOMPTABLES

L'approvisionnement abondant en denrées agricoles à des prix accessibles, telle est l'une des revendications importantes des travailleurs soviétiques aujourd'hui. Les prix des fruits et légumes ont donc été baissés massivement le 1<sup>er</sup> avril. Mais que s'est-il passé ? Les kolkhozes ont cessé de livrer aux marchés, le surplus de leur production imposé ainsi que les produits des parcelles individuelles.

La baisse des prix s'est donc heurtée de la part des kolkhozes « socialistes » à une résistance générale de déserte. Le fait fut enregistré par le « Pravda » le 2 mai, qui lança en éditorial le mot d'ordre : « Créer l'abondance en pommes de terre et légumes ». Mais les mots d'ordre ne suffisent pas. Le 8 mai, la « Pravda » notait mécontentement que dans l'année écoulée, dix décisions administratives avaient été prises pour assurer l'augmentation de la production de pommes de terre, légumes, produits laitiers, etc. Mais les décisions qui fixent le plan d'ensemencement. Or la « Pravda » révélait qu'au 25 avril les plans d'ensemencement n'étaient réalisés que dans une proportion variant entre 3 et 5 %.

L'immense secteur agricole de l'économie soviétique. La baisse des prix avait transformé en conflit latent en U.R.S.S. dans les rapports entre ville et campagne. La bureaucratie se trouvait mise brutalement face à son problème intérieur n° 1.

Ce n'est pas la première crise que les rapports agraires viennent provoquer dans la société soviétique et dans la bureaucratie elle-même. Notre camarade John G. Wright, dans « The Militant » du 4 mai, note justement : « Depuis les premiers jours de son ascension, le parti communiste soviétique a vu ses cliques bureaucratiques en venir à bout, pour la politique agraire. Une à une, elles ont été démantelées, les tendances restauracionnistes, l'autre en sens inverse ».

La politique à suivre face à ces tendances restauracionnistes, chaque jour renouées au sein de l'économie et dans la bureaucratie elle-même. Notre camarade John G. Wright, dans « The Militant » du 4 mai, note justement : « Depuis les premiers jours de son ascension, le parti communiste soviétique a vu ses cliques bureaucratiques en venir à bout, pour la politique agraire. Une à une, elles ont été démantelées, les tendances restauracionnistes, l'autre en sens inverse ».

La politique à suivre face à ces tendances restauracionnistes, chaque jour renouées au sein de l'économie et dans la bureaucratie elle-même. Notre camarade John G. Wright, dans « The Militant » du 4 mai, note justement : « Depuis les premiers jours de son ascension, le parti communiste soviétique a vu ses cliques bureaucratiques en venir à bout, pour la politique agraire. Une à une, elles ont été démantelées, les tendances restauracionnistes, l'autre en sens inverse ».

« Pourquoi les tendances contraires à la collectivisation et à la planification sont-elles si puissantes ? Parce qu'elles prennent naissance dans les kolkhozes lui-même, qui consacrent à la production des produits agricoles et à l'entretien de la propriété nationale sur les moyens de productions accessoires et sur

NOUVEAUX ÉLÉMENTS ET BUREAU

la production elle-même ; b) l'usufruit de la terre n'a été un secteur de propriété privée, important surtout d) et garanti par la législation sur l'héritage.

STALINE OU LE LAISSER-FAIRE

Tout en caractérisant faussement ces phénomènes de frein au développement des forces productives, Staline ne se contente pas de dire, dans son « L'Union sacrée », que le développement des forces productives est entravé par le retard, insupportable, de la politique de l'Union sacrée, c'est-à-dire pratiquement celle du laisser-faire capitalistes des campagnes.

D'où venait le développement et l'agressivité de dans l'agriculture ? Une fois relevées les ruines de la guerre, qui détruit 98.000 kolkhozes et 2.800 M.T.S. (stations de machine soviétique avait connu un important développement, ce qui est tout à fait différent, car il n'est pas le résultat de campagnes par la réalisation de gigantesques trusts. Le plan se brisa sur la résistance des paysans kolkhozes mis en veuilleuse. Cette tendance aboutit néanmoins à un moyen à long terme consistant en 25.000 environ roubles l'ensemble de l'Union (réduction de 6.000 à 1.500 pour les répersuasions économiques de cette concerté s'avérer incalculables. Cent mille entreprises contrôlées agricole d'U.R.S.S. Le développement des forces productives est entravé par le retard, insupportable, de la politique de l'Union sacrée, c'est-à-dire pratiquement celle du laisser-faire capitalistes des campagnes.

Très courtisement, Staline leur répondit... à côté de caractéristiques courantes comme le fondamentalisme à nu la base sociale qui était la sienne. Il répondit, n'étaient pas assez riches pour acheter les machines. « Nos kolkhozes, même s'ils sont des kolkhozes-mêmes des dépendances à l'Union sacrée ne peuvent pas. Staline s'affirma donc la distinction statutaire et agricoles fondamentaux (qui doivent rester propriété soviétique) machines légères et outillage, industries coopératives des kolkhozes, les premiers représentants Mais ce ne répondait pas la contradiction fonds campagne, qui était une contradiction entre rapport

« Nos kolkhozes, même s'ils sont des kolkhozes-mêmes des dépendances à l'Union sacrée ne peuvent pas. Staline s'affirma donc la distinction statutaire et agricoles fondamentaux (qui doivent rester propriété soviétique) machines légères et outillage, industries coopératives des kolkhozes, les premiers représentants Mais ce ne répondait pas la contradiction fonds campagne, qui était une contradiction entre rapport

(1) Cf. « La Vérité », n° 316, Proletaires et bureaucrates en U.R.S.S.



FRONT OUVRIER

Plus de luttes éparées

APRES une première vague, les luttes ouvrières ont diminué d'intensité. Elles continuent cependant à se dérouler, et plus que jamais, c'est l'unité d'action, réalisée totalement ou partiellement, qui prime à l'heure actuelle.

Dans ces conditions, le Congrès de la C.G.T. ne pouvait que mettre au centre de ses débats ce problème essentiel. Il devait le faire. La classe ouvrière attendait de lui une réponse claire sur ce point, fût-ce de toutes ses expériences des mois passés, de sa compréhension que la non-réalisation de l'unité d'action a empêché les luttes de se développer et d'aller plus loin.

« L'unité d'action n'est pas une manœuvre » ; « la C.G.T. est toujours prête à entrer en action avec la C.F.T.C.-F.O., la C.G.C. et la Fédération autonome de l'enseignement ». Ces déclarations sont sûrement les acquis les plus importants de ce Congrès. Elles laissent entendre que la C.G.T. est prête à reprendre les mots d'ordre lancés par Frachon, en septembre 1951. Mais il ne suffit pas de se déclarer prêt. De par sa puissance dans le pays, sa position affirmée pour l'unité d'action, le Congrès devait, et la C.G.T. doit maintenant, reprendre les propositions de Frachon aux autres centrales, aux bureaux confédéraux, proposer des réunions communes « pour s'asseoir autour d'une table et discuter ».

Proposer cette unité d'action aux centrales, c'était lutter pour que ne se reproduisent pas ces luttes éparées de la classe ouvrière, comme ces derniers temps, sans coordination aucune, voir des secteurs entiers de la classe ouvrière non mobilisés, parce que l'unité d'action n'était pas réalisée et que même la lutte, dans ce sens, n'était pas nettement engagée sur le plan national.

« L'unité d'action à la base est le ciment de l'unité au sommet ». C'est cette conception de l'unité à la base, moins clairement formulée, est vrai, qui est faite siennne par le Congrès. Et c'est là un point très positif. Et cependant, aucune leçon n'est tirée de la meilleure réalisation de cette unité dans les différents lieux : les réunions comités d'unité d'action de la métallurgie, lors des grèves et du lock-out de chez Renault. C'est pourtant au travers de ces réunions que l'on peut voir comment la direction de l'action par les travailleurs aurait pu être effective.

Si le Congrès n'adresse pas de propositions précises d'unité d'action aux bureaux confédéraux des autres centrales, il n'adopte pas non plus de revendications générales pour la classe ouvrière qui seraient la base de cette unité. La réunion de la Commission supérieure des conventions collectives, voilà un point qui demande à être concrétisé. Qu'est-ce que cette réunion pourrait aneier comme avantages aux ouvriers, voilà ce que ces derniers voudraient savoir. Des revendications d'augmentation de salaire, comme les 25 francs de l'heure ou les 5.000 francs par an, sont d'ailleurs connues à des corporations entières. Elles peuvent servir de base à une discussion entre les centrales pour un programme revendicatif commun.

Demain, les luttes ouvrières reprendront avec plus de force encore. Pas plus qu'aujourd'hui, le gouvernement ne poursuivra les revendications ouvrières. Et les projets Mayer, atteints aux droits des fonctionnaires constituent un point commun aux programmes des divers candidats présidents du Conseil. Ces luttes reprendront avec l'expérience accumulée par les ouvriers, principalement ces derniers mois. Ils savent que leur lutte doit être une lutte unie, des Comités d'unité d'action, voilà un point qui demande à être concrétisé. Qu'est-ce que cette réunion pourrait aneier comme avantages aux ouvriers, voilà ce que ces derniers voudraient savoir. Des revendications d'augmentation de salaire, comme les 25 francs de l'heure ou les 5.000 francs par an, sont d'ailleurs connues à des corporations entières. Elles peuvent servir de base à une discussion entre les centrales pour un programme revendicatif commun.

Roger SONTET.

ELECTIONS RENAULT La politique unitaire PAIE !

Le mercredi 17 juin ont eu lieu les élections des délégués du Comité d'entreprise, premier collage (ouvriers et employés).

Ces élections viennent confirmer toute l'analyse que faisaient les trotskystes de chez Renault, dans le journal d'entreprise, « La Vérité-Renault » des dernières élections de délégués qui ont eu lieu le 19 mai, juste après le lock-out.

Le syndicat F.O. a reperdu le léger gain qu'il avait réalisé aux élections du 19 mai 1953, gain qui concrétisait la satisfaction d'un certain nombre de travailleurs de voir F.O. prendre enfin une attitude unitaire.

Mais les dirigeants de la Fédération F.O. de la métallurgie se sont refusés à faire le front unique avec la C.G.T., à l'échelon fédéral. Dans d'autres corporations, F.O. n'a pas répondu aux propositions faites, soit par la C.G.T., soit, comme au métro par exemple, par l'ensemble des autres organisations syndicales. Chez Renault, les contacts n'ont pas été maintenus avec la C.G.T. et la C.F.T.C. ont continué à se réunir en commun, et cela explique, dans une certaine mesure, la légère progression de la C.F.T.C. qui gagne 1,14 % par rapport aux élections du 19 mai 1953.

Au total, C.G.T. et C.F.T.C. ont donc gagné sur F.O. et S.I.R. La C.G.T. a obtenu 72,79 % des voix, avec le léger gain par rapport au 19 mai, de 0,82 %, ce qui représente à peu près ce qu'a reperdu F.O. Les dix sièges du Comité d'entreprise (5 titulaires, 5 suppléants) sont donc tous enlevés par la C.G.T.

(Correspondant Renault.)

S.N.E.C.M.A. : Contre les cadences infernales

A la suite de l'installation de pendules de pointage des bons de travail, au titre de la réorganisation de la S.N.E.C.M.A. Bismarck, les travailleurs des ateliers de fabrication (artères, bielles, vilebrequins, cylindres et mécanique générale) ont débrayé à 100 % et ont envoyé des délégations, atelier par atelier, auprès du chef de fabrication, pour protester contre ce système.

(Correspondant.)

L'U.J.R.F.-Renault se dérange à l'unité

Les effets parmi les jeunes de l'entre-Renault a rapidement fait sentir ses répercussions syndicales de la région. L'UNITÉ d'action réalisée par les ouvriers, les mouvements de grève maintenus à la Régie furent donc amenés à se réunir pour étudier en commun les problèmes des jeunes ouvriers et apprentis. Après cinq réunions de travail, les

Aux jeunes travailleurs et jeunes travailleuses de chez Renault,

A l'occasion de la grève du département 74 et du mouvement d'unité de l'usine, s'est créé un cartel intersyndical groupant les syndicats C.G.T., C.F.T.C., F.O. et S.I.R.

Devant cette unité, les organisations de jeunes travailleurs de chez Renault ont, par l'intermédiaire de ce cartel, communiqué les revendications propres aux jeunes.

Après de nombreux contacts avec des jeunes de l'usine et du centre d'apprentissage, en vue de répondre efficacement à leurs aspirations, nous vous soumettons les revendications sur lesquelles nous nous sommes mis d'accord, que nous avons transmis au Cartel intersyndical afin qu'il nous appuie.

En accord avec les revendications du Cartel intersyndical, nous demandons spécialement :

- POUR LES JEUNES I. - Paiement des augmentations de salaires et des primes sans abattement d'âge ainsi qu'aux apprentis ; II. - Prolongement du contrôle médical régulier pour les jeunes de moins de 25 ans sous le contrôle du Comité d'entreprise ; III. - Semaine de congé culturel payé pour tous les jeunes travailleurs et travailleuses et apprentis de 17 à 25 ans, pouvant être prise à l'importe quel moment de l'année en la demandant simplement huit jours avant la direction, fournissant une attestation d'une organisation ou d'un mouvement trouvant la participation à un stage, exemple : stage de ski, monteurs de camp de vacances, stage de formation ouvrière-civique, stage de coupe, couture, puériculture, etc., sans distinction de nationalité reconnue par la loi d'association de l'Etat ;

- POUR LES MILITAIRES I. - Prime de 5.000 fr. au départ ; de 8.000 fr. au départ par enfant pour les militaires en service et pour les soutiens de famille.

Dans toute cette période, la J.O.C. avait fait preuve d'un sincère désir d'unité d'action. En même temps, peu désireux de se retrouver seuls face à quatre organisations dirigées par le P.C.F. (U.R.F., U.J.F.F.,

représentants du Mouvement révolutionnaire de la jeunesse de l'Union de la jeunesse républicaine de France et des jeunes de la C.G.T., des jeunes ouvriers chrétiens et des jeunes de la C.F.T.C., ainsi que du Club olympique de Billancourt, tombant d'accord sur une charte revendicative des jeunes de la Régie, qui fut largement diffusée par le tract suivant :

- II. - Rémunération systématique des soldats ; reprise dans la même catégorie professionnelle et dans le même genre de travail que pour les autres ; III. - Prime de 15.000 fr. au retour de l'armée, payable à la reprise du travail ;

POUR LES APPRENTIS I. - Orientation professionnelle et formation professionnelle, faite en fonction des besoins et des débouchés de l'usine, sous le contrôle du Comité d'entreprise.

II. - Paiement intégral de la prime de transport ; III. - Cantine gratuite et amélioration des repas, aménagement des cantines, sans aucune pression, contrôle des repas par les docteurs et le comité d'entreprise ;

IV. - Octroi d'une paire de lieux par an et des vêtements de protection par pairs ; V. - Pour les deuxième et troisième année, une heure d'éducation physique par jour, hebdomadaire ;

VI. - Création d'une session de C.A.P. en octobre ; VII. - Un jour d'heure supplémentaire payé avant et après les repas pour les apprentis en atelier, de manière à ne qu'il n'y ait aucun retard de changer de vêtement et de se laver ;

Nous vous invitons à appuyer l'action du Cartel intersyndical à diffuser notre tract, à en parler auprès des jeunes qui ont été attirés à l'action des Comités d'unité de toute dans les départements, de façon que nous soyons tous réunis au sein de tous les jeunes travailleurs et jeunes travailleuses de la Régie.

Le 15 juin 1953, l'Union de la Jeunesse républicaine de France, l'Union des jeunes filles de France, l'Union des jeunes ouvrières chrétiennes, le Mouvement révolutionnaire de la jeunesse syndiqué C.G.T., les jeunes syndiqués U.R.F.C., P.S. ont participé aux discussions le C.O.B. Gampin et, à titre d'initiative, ont décidé de lancer, en soutien de France et un aigle.

jeunes de la C.G.T., C.O.B.) elle s'opposait aux manœuvres de l'U.J.R.F. pour éliminer les jeunes révolutionnaires du M.R.J. Cinq réunions passées, le tract commun fut publié et diffusé ; l'accord des mouvements de jeunes de chez Renault tenait bon.

Une réunion inter-mouvements du 15 juin, qui devait avoir des formes d'action à employer pour l'aboutissement des revendications jeunes. C'est alors que l'U.J.R.F. et la C.G.T., lançant contre le M.R.J. une grande campagne, ont annoncé leur décision de rompre l'unité d'action, vu l'impossibilité pour eux de travailler plus longtemps avec de « jeunes policiers ».

Le représentant du M.R.J., affirmant les buts de son mouvement, affirma qu'il était prêt à se retirer si l'ensemble des mouvements révolutionnaires ne le demandaient, afin de poursuivre sans le M.R.J. l'unité d'action. Mais la J.O.C. déclara qu'elle interpréterait l'expulsion unilatérale du M.R.J. comme un acte de mauvaise foi de l'U.J.R.F. dans l'unité d'action, qui entraînerait son propre départ ; elle fit un pressant appel à la cocillonne.

Rien n'y fit. Le représentant de l'U.J.R.F., tenant de sa Fédération l'ordre formel de briser l'unité d'action, l'Unité d'action fut donc brisée. Cette brisure initiale de l'U.J.R.F., contraire à tous les discours qu'elle prodigue sur l'unité d'action et l'unité de la jeunesse, vient interrompre un mouvement bien parti d'aller vers l'unité de la Régie dans l'action revendicative.

L'U.J.R.F. démontre ainsi, premièrement, sa haine maladroite de toute organisation révolutionnaire, deuxièmement, le peu de cas qu'elle fait des revendications des jeunes ouvriers et apprentis, revendications qu'elle proclame le 15 juin et dont elle abandonne la défense à la J.O.C.

Aujourd'hui, l'U.J.R.F. chez Renault est bien incapable, et pour cause, d'expliquer son attitude. En faisant entendre leur voix, les jeunes ouvriers et apprentis ont rompu l'unité rompue et imposent son maintien pour la défense de leurs droits. (Communiqué par le M.R.J.)

A.O.I.P. Débrayage au Gyro-Compas

La journée revendicative du 12 juin 1953 fut marquée, dans l'entreprise, par l'arrêt du travail à 17 heures au lieu de 18 h. 30.

Cette décision avait été prise par un meeting de travailleurs de l'entreprise, convoqué par le Comité d'unité d'action de l'A.O.I.P.

Le lundi 15 juin, l'atelier du Gyro-Compas a débrayé entièrement pour les revendications, se réunissant en meeting. Une délégation comprenant le C.O.A. est allée auprès de la direction ; celle-ci a refusé de recevoir la délégation, mais elle a promis une réponse pour la fin de la semaine de vacances à la fin des mois.

Les travailleurs attendent cette réponse de la direction et si celle-ci n'est pas satisfaisante, ils auront se grouper autour de leur Comité d'unité d'action pour mener la lutte et obtenir leurs revendications. (Correspondant.)

S.P.E.L.

Reimpression de l'ouvrage introuvable de Léon TROTSKY : La Révolution Permanente

1<sup>re</sup> fascicule : 200 fr.

Le Gérant : FONTANEL Imp. Spéc. de « LA VERITE » E.O. - G.D. 3 P. G. D. - P. 19

3. L'U.C.O. définit une politique élastique

(Suite de la première page.)

compte. C'est-à-dire n'aurait pas approuvé... le maintien de la France dans le Pacte Atlantique, les décrets-lois... les atteintes aux lois sociales... la répression, les atteintes aux libertés... sur sa politique générale, mais aurait été prêt à la soutenir, remettant à plus tard la discussion sur les divergences.

Nous sommes loin d'un nouveau juin 36. C'est ce que la résolution du Comité Central du P.C.F. veut dire lorsqu'elle exhorte à résister fermement à la réalisation de ces objectifs. La C.G.T. peut jouer un rôle décisif en faisant des propositions précises aux autres centrales « en convainquant ou submergeant » ceux qui se refusent encore à l'unité. Les ouvriers attendent d'elle qu'elle fasse ces propositions.

UN PROGRAMME SUR MESURE

Pour s'en convaincre, il suffit de jeter les yeux sur le « programme d'indépendance nationale et de paix », que Duclos expose à la fin de son rapport.

Il y est question « d'abandonner les procédés d'oppression colonialistes », formule élastique qui soulève et qui a déjà servi à couvrir les crimes colonialistes les plus sanglants ; mais plus du tout de l'indépendance totale des peuples coloniaux. Il est question de la guerre au Vietnam, mais plus du tout du retrait du corps expéditionnaire. Il est question du refus de ratifier les accords de Bonn et de Paris (ce qui est le refus de la bourgeoisie elle-même) mais plus du tout de la dénonciation du Pacte Atlantique avec toutes ses annexes et implications, et surtout pas de la dénonciation, sans conditions, de l'Allemagne ; d'une politique d'équipement industriel et agricole, d'une fiscalité équitable, de la « satisfaction des revendications » — ce qui non précisé ne veut pas dire grand-chose — mais pas du tout de l'expropriation des grandes sociétés capitalistes, des banques et des grandes fortunes, de la mise en chantier d'un plan de production répondant aux besoins des masses élaboré et appliqué sous contrôle ouvrier.

Il suffit de voir la « modération » de ce programme, l'élasticité des interprétations possibles pour comprendre qu'en fait, il vise à justifier à l'avance (avec toutes les « réserves » et « divergences » qu'il faudra) le soutien au parlement et dans le pays d'un gouvernement favorable à la diplomatie du Kremlin, désireux de conclure au Vietnam un armistice profitable à la bourgeoisie, sans retrait du corps expéditionnaire.

Oui, vraiment, lorsque les travailleurs et les militants du P.C.F. pensent à juin 36, c'est à autre chose qu'ils aspirent. C'est à une mobilisation de l'ensemble de la classe ouvrière, qui pourrait imposer non seulement la satisfaction de quelques revendications, mais en fin de compte, un gouvernement représentant les travailleurs, appliquant le programme des travailleurs, sous le contrôle des travailleurs.

Les mouvements revendicatifs de ces derniers semaines, ont montré que cela était possible. L'unité d'action réalisée dans quelques corporations a permis la lutte. Mais une lutte insuffisante, incroyablement, parce que mêlée à quelques corporations dont les actions n'étaient même pas coordonnées.

données. Une lutte qui pourtant a eu un immense mérite, car elle a montré qu'il était possible de s'unir et de combattre.

LA LOGIQUE DE L'UNITÉ

Au Comité Central du P.C.F., ces aspirations de la classe ouvrière et des militants du P.C.F. trouvent leur expression : comme une menace vis-à-vis de la bourgeoisie, mais aussi parce qu'il faut répondre aux préoccupations de millions et de millions de militants du P.C.F. Et c'est ainsi que la résolution du Comité Central développa longuement des considérations sur le rôle de toutes les cellules et sections communistes de travailler à rendre plus puissant le courant d'unité sous toutes ses formes. « C'est le devoir de toutes les cellules et sections communistes d'appeler tous les travailleurs à l'action commune, et notamment d'admettre des propositions d'action commune aux sections et sous-sections socialistes. Et ces propositions doivent être conçues de manière à conduire, non à de stériles discussions autour d'un programme général et abstrait, mais à des buts concrets, à la préparation et à l'organisation de manifestations ou actions de toutes sortes ». Bien que formulé, il n'est pas douteux que ce sont d'excellentes paroles.

Mais pourquoi donc les dirigeants du P.C.F. ne les appliquent-ils pas eux-mêmes ? Pourquoi ne font-ils pas des propositions d'action commune, concrètes et précises aux dirigeants du Parti socialiste ?

Les sujets ne manquent pas : soutien et coordination des luttes ouvrières, défense des libertés, expropriation des grandes entreprises, des banques et des grosses fortunes, plan de production correspondant aux besoins des masses, retrait du corps expéditionnaire d'Indochine, etc., etc. Ces propositions ne seraient pas acceptées ? Peut-être. Mais elles mettraient les dirigeants socialistes dans une situation difficile, elles permettraient de développer la propagande pour

l'unité d'action entre travailleurs socialistes et communistes ; elles faciliteraient le travail des militants du P.C.F. ; elles permettraient de montrer qu'en s'unissant on peut tout imposer, y compris un gouvernement des organisations ouvrières. A brève échéance il faudrait que les dirigeants du P.S. soient « convaincus ou débordés ».

C'est ainsi que les travailleurs seraient « d'avoir la nostalgie d'un juin 36 » pour passer à sa préparation et à sa réalisation, tout en sachant qu'il ne doit pas être question d'une simple répétition du passé, tout en sachant que cette fois, il faut aller plus loin.

Pourquoi les dirigeants du P.C.F. ne font-ils pas ces propositions ? Parce qu'elles barrent la voie à la politique qu'ils envisagent pour la bourgeoisie, pour peu qu'il soit un peu compréhensif pour la diplomatie du Kremlin. Mais leur abstention est, du même coup, le principal obstacle à la mobilisation des forces ouvrières.

LES PROLETAIRES DE BERLIN SE LEVENT

Seuls contre tous

(Suite de la première page.)

Moscou et Washington sont aujourd'hui d'accord pour présenter les travailleurs manifestants de l'Allemagne orientale comme des partisans de la « démocratie » à la mode américaine. Ils ont même, chacun par ses raisons, le courage de cette hideuse calomnie contre les prolétaires allemands. Pas une voix ne s'est élevée contre les falsificateurs, pour la défense des aspirations socialistes du prolétariat d'Allemagne. Personne ne s'est trouvé non plus à la tête des manifestants, inorganisés et livrés à leur seul sens de classe, pour donner un programme à la lutte qu'ils voulaient mener.

Des témoins oculaires ont rapportés comment, au matin du 17 juin, de nombreux travailleurs, manifestant dans les rues de Berlin, disaient entre eux : « Malheureusement nous n'avons pas de direction ». Malheureusement, en effet, les travailleurs allemands n'ont pas encore à leur tête un parti révolutionnaire authentique, indépendant devant les prolétaires du monde entier que les travailleurs d'Allemagne orientale, comme quelques jours auparavant ceux de Pilsen et de Morava-Ostrava, en

Tchécoslovaquie, ne lutent pas pour le rétablissement du capitalisme ; ils luttent pour que les fruits de l'économie nationalisée et planifiée profitent à l'ensemble des travailleurs et non seulement à une minorité de bureaucrates privilégiés.

Ce parti aurait appelé les travailleurs de toute l'Allemagne à ne pas attendre l'unité allemande d'une conférence des grandes puissances — ses grandes puissances qui à Yalta et à Potsdam consacreront la division de l'Allemagne. L'unité allemande doit être conquise par l'action des travailleurs allemands. C'est dans cette voie que seront engagés les travailleurs de Berlin. Aussi la presse bourgeoise dissimule-t-elle mal son inquiétude sous ses ricanements. La bourgeoisie redoute que les travailleurs de toute l'Allemagne s'unissent dans un même combat. N'a-t-elle pas vu, le 20 juin précisément, des milliers de manifestants se heurter à la police à Munich, en zone américaine, au cours de violentes bagarres ? On comprend dès lors que Kayser, ministre d'Adenauer, ait adressé aux travailleurs insurgés de la zone orientale un appel au calme.

Solidarité

VIVENT LES TRAVAILLEURS D'ALLEMAGNE ORIENTALE !

VIVE L'ACTION REVOLUTIONNAIRE DES TRAVAILLEURS DE TOUTE L'ALLEMAGNE POUR L'UNITÉ ALLEMANDE, CONTRE ADENAUER ET GROTHWOLH !

VIVE LA SOLIDARITE INTERNATIONALE DU PROLETARIAT !

Travailleurs français ! Nous pouvons et devons aider la classe ouvrière allemande dans sa lutte pour l'unité de son pays, pour le départ des troupes d'occupation étrangères, pour la démocratie ouvrière, pour le socialisme.

Unissons-nous pour imposer le retrait de toutes les troupes d'occupation ! Exigeons le retrait des troupes d'occupation de notre propre bourgeoisie en Allemagne de la même façon que nous exigeons le retrait du corps expéditionnaire en Indochine, et des troupes d'occupation françaises en Afrique du Nord !

(Cet appel a été publié en tracts. Vous pouvez vous en procurer à « La Vérité ».)